

## **Internationale des Services Publics - 20 juin 2020 - Déclaration de la Journée mondiale des réfugiés**

### **COVID-19 :**

#### ***Garantir le droit à la santé et l'inclusion des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays dans les systèmes de santé publique***

Le virus COVID-19 a atteint les régions du monde en développement, comme on le craignait. Cela a de graves conséquences, notamment pour les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. En Asie du Sud, les infections sont en hausse, l'Inde enregistrant son plus haut pic en un jour avec 12 881 nouveaux cas en 24 heures. Au Bangladesh, les travailleurs humanitaires s'efforcent d'éviter une crise sanitaire, le virus ayant atteint les camps de réfugiés de Cox's Bazaar qui accueillent un demi-million de réfugiés rohingyas. La région africaine abritant les plus grands camps de réfugiés et de personnes déplacées au monde, lutte contre l'augmentation du nombre d'infection, qui approche aujourd'hui les 300 000 avec un bilan de plus de 7 000 morts.

Mais c'est en Amérique latine et dans les Caraïbes que la situation est la plus préoccupante, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ayant déclaré qu'il s'agissait du nouvel épicode de la pandémie. La région, accablée par des années de conflits, de pauvreté, de chômage et de faiblesse des systèmes de santé publique, est confrontée à une crise d'une ampleur sans précédent. Au milieu de cette situation se trouvent des millions de réfugiés et de personnes déplacées, dont environ 4,5 millions de Vénézuéliens, qui constituent désormais le deuxième groupe de réfugiés le plus important, après les Syriens.

Il n'y a pas longtemps, nous avons suivi la caravane de milliers de migrants et de demandeurs d'asile d'Amérique centrale, comptant parmi eux des enfants et mineurs non accompagnés. Ils sont maintenant confrontés à la fermeture des frontières entre le Mexique et les États-Unis et aux expulsions, les États-Unis essayant de cette manière de stopper le virus. Les migrants et les demandeurs d'asile malades sont privés d'accès aux traitements. D'autres, qui étaient détenus dans des centres de détention, ont contracté la maladie. Vivant dans de mauvaises conditions, piégés dans la pauvreté et sans accès aux services de santé, à la nutrition, à l'hygiène et aux autres services de base, les réfugiés, les demandeurs d'asile et les personnes déplacées sont plus exposés au risque d'infection et sont également victimes de xénophobie et de stigmatisation.

Rosa Pavanelli, notre secrétaire générale, déclare : « À l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés, nous appelons les gouvernements du monde entier à garantir le droit à la santé et l'inclusion dans les systèmes de santé publique des réfugiés et des personnes déplacées. Alors que l'épidémie a atteint les pays les plus pauvres, qui accueillent également 85 % des réfugiés et des personnes déplacées, les services de santé publique restent le meilleur et le seul recours permettant de sauver des vies. »

« Nous devons veiller à ce que ces services soient correctement financés, dotés d'un personnel suffisant et accessibles à tous, en particulier aux plus vulnérables. Les gouvernements, tant au niveau national que local, doivent garantir le droit à la santé pour tous, y compris et surtout, en cette période de crise », ajoute-t-elle.

L'ISP mobilise ses syndicats dans le monde entier avec sa campagne "Bien équipé, on sauve des vies". En réponse à la pandémie, la campagne appelle à la mise en place de soins de santé universels pour tous, grâce à des services de santé publique bien financés et correctement équipés, avec des travailleurs de la santé travaillant dans des conditions sûres et décentes. Au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne, l'ISP mène des projets avec les syndicats du secteur de la santé, qui représentent les travailleurs sanitaires et sociaux (en première ligne et dans les camps de personnes déplacées) afin de défendre les droits humains des réfugiés et des personnes déplacées et leur accès à des services publics de qualité.